



Questions d'actualité

L'essentiel

*Du lundi 21 juillet 2014
de la part de Stéphane Le Foll*

CONDAMNATION DES VIOLENCES A PARIS ET SARCELLES

Ce lundi, le président de la République a fait un point avec Bernard Cazeneuve suite aux violences intervenues ce week-end à Sarcelles et à Paris. Les violences, en particulier les violences antisémites qui ont eu lieu sont intolérables.

« **Face à cela, il faut une très grande fermeté.** Et nos compatriotes peuvent compter sur l'engagement, sur la fermeté du président de la République, du gouvernement, des forces de l'ordre pour que l'ordre républicain soit garanti » (PM, 21/07/2014).

44 personnes ont été interpellées, dont 19 placées en garde à vue, suite aux événements samedi à Paris. 8 ont d'ores et déjà été déférées. A Sarcelles, ce sont 13 personnes qui ont été interpellées. « D'autres [interpellations] viendront » (B. Cazeneuve, 21/07/14).

LUTTE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME

Le président de la République a réaffirmé sa volonté « que ne soit toléré aucun acte, aucune parole qui puisse faire ressurgir l'antisémitisme et le racisme » (PR, 20/07/14).

« **Ce doit être une grande cause nationale que de lutter inlassablement contre le racisme et l'antisémitisme.** [...] Aujourd'hui en particulier, nous devons écarter toutes les menaces, tous les périls et **faire que notre sol soit le sol de tous dans la République** » (PR, 20/07/14).

« La France, c'est la République, qui protège toutes les confessions, tous les citoyens, quelle que soit leur origine ou leur croyance. Et c'est ce message qui doit plus que jamais nous rassembler » (PM, 20/07/14).

« **La lutte contre l'antisémitisme, ce n'est pas seulement le combat des Juifs, c'est le combat de chacun d'entre nous, de toute une nation** » (PM, 20/07/14).

APAISEMENT

Ce lundi, le président de la République a reçu, aux côtés du Premier ministre et de Bernard Cazeneuve, les représentants des cultes. Le message est à l'apaisement des tensions.

« La République, c'est la capacité de vivre ensemble, de regarder son histoire et en même temps d'être toujours prêts à défendre les valeurs démocratiques, de **ne pas se laisser entraîner par des querelles qui sont trop loin d'ici pour être importées, de ne pas se laisser emporter par les déflagrations du monde** » (PR, 20/07/14).

« **C'est cela la République** ». Ceux qui, dans cette situation, « ajoutent de la tension à la tension » ne sont pas dans la responsabilité.

INTERDICTION DE MANIFESTATIONS

La « doctrine » du gouvernement en matière d'autorisation de manifestation est claire. « Lorsque les manifestations présentent un risque de trouble à l'ordre public, elles seront interdites. Lorsqu'il y a la possibilité de négocier avec les organisateurs un trajet et des conditions de déroulement qui garantissent l'intervention des forces de l'ordre dans de bonnes conditions, elles seront autorisées. » « La volonté du gouvernement n'est pas d'interdire systématiquement les manifestations ». « Il y a eu 60 manifestations organisées ce week-end, nous en avons interdit 4 parce qu'il y avait des risques de trouble à l'ordre public ». « C'est la violence qui engendre l'interdiction à manifestations », et non l'inverse (B. Cazeneuve, 21/07/14).

La manifestation de mercredi sera autorisée : « elle est organisée par des associations et des organisations responsables » (B. Cazeneuve, 21/07/14).

« La liberté de manifester ne peut être instrumentalisée pour répandre la haine » (B. Cazeneuve, 21/07/14).

ISRAEL / TERRITOIRES PALESTINIENS

Le Président de la République s'est entretenu lundi avec le Secrétaire général des Nations Unies au sujet de la situation à Gaza et en Israël. Ban Ki Moon lui a fait part en détail des efforts qu'il déploie actuellement au Proche Orient avec l'ensemble des partenaires et des protagonistes en cause pour **parvenir le plus rapidement possible à un cessez le feu, puis à un règlement de la crise.**

Le Président de la République lui a apporté tout son soutien dans cette démarche. Tout doit être fait pour mettre un terme immédiat à la souffrance des populations civiles à Gaza.

Ce mardi au conseil affaires étrangères de l'UE, Laurent Fabius rendra compte de la visite qu'il vient d'effectuer dans la région et des contacts qu'il a eus dans le but de **parvenir rapidement à un cessez-le-feu, de mettre en place une trêve durable et de relancer le processus de paix.**

La France n'a choisi qu'un seul camp : celui de la paix . Laurent Fabius a fait le déplacement dans la région en fin de semaine dernière pour que les armes se taisent .

La France rappelle la nécessité d'un accès humanitaire immédiat et sans entraves aux populations civiles de Gaza. Le respect du droit international humanitaire incombe aux deux parties. La France apporte un soutien humanitaire aux populations civiles concernées, soit directement, soit par l'intermédiaire des agences des Nations unies ou des organisations non gouvernementales présentes sur le terrain.

UKRAINE - CRASH AVION MALAYSIA AIRLINES

Le Président de la République s'est entretenu samedi et dimanche, avec ses homologues ukrainien et russe, M. Porochenko et M. Poutine, la chancelière allemande Mme Merkel, les Premiers ministres anglais et australiens, M. Cameron et M. Abbott ainsi que le Président du Conseil italien, M. Renzi.

Il importe d'obtenir une enquête sûre, libre et détaillée sur le drame du vol MH17.

Comme l'a indiqué le président de la République dimanche, nous invitons la Russie à utiliser toute son influence pour obtenir immédiatement des séparatistes ukrainiens qu'ils cessent d'entraver l'enquête, les secours, et remettent les boîtes noires aux autorités compétentes.

« Il n'y a rien à gagner de la confusion » (PR, 20/07/14).

« Si la Russie ne prend pas [...] les mesures nécessaires, les conséquences en seront tirées par l'UE à l'occasion du Conseil Affaires Etrangères qui se tiendra » ce mardi.

Plus généralement sur la question du conflit ukrainien, le Président a demandé à M. Poutine, d'« enfin obtenir des progrès concrets dans [son] règlement » : « par un cessez le feu » ; « par la libération des otages » ; « par le contrôle des frontières ».

Pour rappel :

- « Il n'y avait pas de Français dans l'avion » (PR, 18/07/14).
- « La France est prête à contribuer à l'effort international pour déterminer les circonstances du crash » (F. Cuvillier, 18/07/14). Le Bureau d'Enquêtes et d'Analyses (BEA) a ainsi désigné deux experts prêts à participer à une enquête internationale, et annoncé mettre les moyens techniques de son laboratoire à la disposition de l'enquête, notamment pour la lecture des enregistreurs de vol (« boîtes noires »).
- Le gouvernement a recommandé aux compagnies nationales d'éviter le survol de l'Ukraine, et la Commission européenne a activé sa cellule de crise européenne afin que la sécurité des vols soit assurée.

ULTIMATUM CHRETIENS D'IRAK

L'organisation terroriste « Etat islamique » a lancé un ultimatum aux chrétiens de la ville de Mossoul, au nord de l'Irak : se convertir à l'islam, payer un tribut ou quitter les lieux.

La France condamne cet ultimatum avec la plus grande fermeté. Il s'agit d'une nouvelle illustration de la véritable nature de cette organisation terroriste.

Ces menaces intolérables démontrent l'urgence qu'il y a à recréer en Irak les conditions d'un dialogue politique inclusif, rassemblant l'ensemble des communautés, afin de faire face aux défis qu'affronte le pays.

La France est mobilisée pour que les droits des communautés chrétiennes d'Orient soient respectés. **Elle défend, partout dans le monde, la liberté de religion ou de conviction.**

Laurent Fabius participera ce mardi au conseil des affaires étrangères de l'UE : la question de l'Irak sera abordée.